

Les Belges favorables aux contrôles aux frontières

RÉFUGIÉS Pour 55 % des sondés, notre pays accueille trop de candidats réfugiés. La proportion grimpe à 60 % en Wallonie

RÉFUGIÉS Pour 55 % des sondés, notre pays accueille trop de candidats réfugiés. La proportion grimpe à 60 % en Wallonie

Le Grand Baromètre

Le Soir Ipsos LE SOIR

Méthodologie

Cette vague de 2.571 répondants, formant des échantillons représentatifs des Belges de 18 ans et plus à raison de 1.017 en Wallonie, 1.030 en Flandre et 524

dans les 19 communes de la Région Bruxelles-Capitale, a été réalisée du 28 septembre au 4 octobre 2015. Les interviews ont eu lieu via l'Ipsos On Line Panel.

La marge d'erreur maximale, pour un pourcentage de 50 % et un taux de confiance de 95 %, est de +/- 3,1 en Wallonie, +/- 3,1 en Flandre et de +/- 4,3 à Bruxelles. Affiliations : Esomar, Febelmar.

► Le sondage réalisé par Ipsos montre une Belgique largement favorable aux contrôles aux frontières.

► Elle est aussi très réticente à l'idée d'accueillir de nouveaux candidats réfugiés. Les Wallons sont les plus sévères.

Le sondage réalisé par Ipsos pour Le Soir et RTL-TVI ne pouvait évidemment pas faire l'impasse sur le sujet qui a marqué l'actualité politique belge de ces derniers mois, au point de mobiliser l'opinion publique dans des postures parfois très contrastées : l'afflux massif de demandeurs d'asile en Europe et sur le territoire belge en particulier, et donc le nombre croissant de demandes du statut de réfugié.

Une crise qui s'est soldée par des décisions importantes qui semblaient « encommissionnées » pour longtemps encore : en Wallonie, le gouvernement PS-CDH a ainsi décidé d'organiser un parcours d'intégration obligatoire à l'intention de tous les primo-arrivants.

Deux questions ont été posées au public. Les réponses témoignent d'une double réalité. La première : les Belges ne sont pas très enthousiastes (euphémisme...) à l'idée d'une « vague » de demandeurs d'asile sur le territoire de leur pays. La seconde : le jugement le plus sévère en la matière provient de Wallonie.

Il a ainsi été demandé si la Belgique devrait « à nouveau introduire les contrôles aux frontières ». Trois Belges sur quatre (74 % en réalité) sont favorables à une mesure de ce type qui équivaudrait notamment à une remise en cause des accords de Schengen qui organisent la libre circulation des personnes et des biens entre de nombreux pays européens. Sur ce point, les avis ne sont guère différents entre les trois Régions du pays : 73 % d'avis favorables aux contrôles en Flandre, 77 % en Wallonie, mais 58 % à peine à Bruxelles, notons-le.

L'autre question offrait plus de choix aux sondés : « La Belgique accepte-t-elle selon vous trop, suffisamment ou trop peu de demandeurs d'asile ? »

Trop peu ? Sûrement pas ! Sur l'ensemble du territoire, ils sont tout au plus 6 % à être favorables à cette idée. Flamands (5 %) ou Wallons (7 %) ne sont pas loin de la moyenne. Par contre, les Bruxellois se distinguent ici : 14 % d'habitants de la capitale pensent que la Belgique n'en fait pas assez en la matière.

Trop de demandeurs d'asile, alors ? La réponse est clairement positive : 55 % des Belges estiment que leur pays est trop généreux dans ce domaine. Ils sont 53 % en Flandre et 49 % à Bruxelles à penser de la sorte. Un point de vue qui est très marqué en Wallonie où 60 % des personnes interrogées affirment que la Belgique va trop loin dans ce dossier.

Comment expliquer cette apparente frilosité wallonne ? Les plus récents chiffres du Baromètre social de la Wallonie, réalisé par l'Ipsos, montrent que les habitants du sud du pays se font des idées erronées sur la présence des étrangers : la grande majorité des Wallons estime que ces derniers représentent 27 % de la population (certains vont jusqu'à dire 55 %...), ce qui est le double de la situation réelle.

Entre ces deux pôles, 39 % des Belges estiment que le pays accueille suffisamment de demandeurs d'asile : 42 % en Flandre, 37 % à Bruxelles et 33 % en Wallonie. ■

ERIC DEFFET

réformes La Belgique bouge, mais pas dans le bon sens

Faire évoluer l'espace territorial dont on a la charge : on imagine aisément que c'est l'objectif de tout responsable politique, à tous les échelons du pouvoir. Donc, la question a été posée par Ipsos : les mesures du gouvernement Michel changent-elles la Belgique ?

La réponse est favorable à 56 %. Au moins, l'Etat belge est-il en mouvement. Il ne se complait pas dans l'immobilisme, c'est déjà ça. Mais évolue-t-il dans le bon sens ? Non pour une majorité de citoyens qui pensent que la Belgique bouge sous Charles Michel.

Nul n'étant prophète sur sa terre d'élection, Charles Michel constatera que 57 % des Wallons font certes le constat d'un pays qui change, mais que 73 % d'entre eux estiment aussi qu'il a pris une mauvaise direction. Arrondissons : un quart de la population wallonne suit le mouvement initié par ce gouvernement au sein duquel le seul MR incarne la partie franco-

phone du pays. On n'est finalement pas loin des intentions de vote affichées ces derniers mois en faveur des libéraux, entre 26 et 23 % des voix au sud du pays.

Particularité notable, les réponses pour cette même question en Région bruxelloise : seuls 49 % des sondés (une minorité à l'inverse des autres résultats) pensent que la Belgique change, mais ils sont aussi 57 % à estimer qu'elle n'évolue pas dans le sens qui s'imposerait.

D'autres questions ont été posées. A peine 52 % des gens es-

timent se sentir actuellement en sécurité en Belgique, un chiffre qui chute à 42 % en Wallonie. Une analyse comparable vaut pour la lutte contre le terrorisme : seuls 48 % des Belges estiment que le gouvernement en fait assez en la matière, mais ils ne sont que 40 % en Wallonie à partager cet avis

de confiance des citoyens à l'égard des forces de police évolue aux alentours des 50 % : 49 % en Belgique, 47 % en Flandre mais 54 % à Bruxelles et 53 % en Wallonie. ■

L.B.

Changement

Les mesures du gouvernement Michel changent-elles la Belgique ?



Sécurité

Vous sentez-vous actuellement en sécurité en Belgique ?



Terrorisme

Trouvez-vous que le gouvernement Michel dégage assez de moyens pour lutter contre le terrorisme en Belgique ?



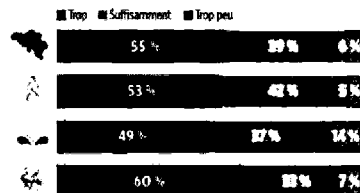
Services de renseignement

Quel niveau de confiance accorderiez-vous aux services de renseignement (police, armée, justice) pour lutter contre la radicalisation ?



Demandeurs d'asile

La Belgique accepte-t-elle selon vous trop, suffisamment ou trop peu de demandeurs d'asile ?



Contrôle aux frontières

La Belgique doit-elle selon vous à nouveau introduire les contrôles aux frontières ?



tax shift Sceptiques sur l'impact

Et cette réforme fiscale (tax shift), vous y croyez, vous ? La plupart des personnes interrogées se montrent très sceptiques à l'égard du projet porté par le gouvernement fédéral de Charles Michel. Le seul effet positif de ce plan pourrait bénéficier aux entreprises, et encore la majorité qui se dégage sur ce seul point reste faible : 53 % sur l'ensemble du territoire, et 52 ou 54 % si on opère la répartition selon les trois Régions du pays.

Pour le reste, la bérézina est annoncée par l'opinion et Charles Michel risque bien d'éprouver les pires difficultés pour vanter les mérites des mesures fiscales qu'il préconise : trois Belges sur quatre (73 %) pensent qu'elles ne créeront pas d'emplois et 84 % estiment qu'il n'y aura pas d'impact positif sur le pouvoir d'achat. Ici aussi, la sévérité est surtout wallonne, ce qui confirme l'impression générale de notre sondage (Le Soir de vendredi) : le Premier ministre venu du sud a beaucoup de mal à convaincre ses ouailles puisque 79 % des Wallons n'attendent rien pour l'emploi et 66 % rien pour le pouvoir d'achat...

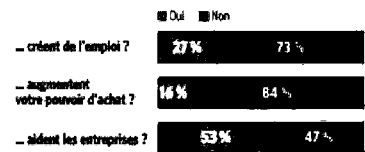
A qui les mesures fiscales vont-elles bénéficier ? Les personnes interrogées ont une conviction forte : le tax shift profitera prioritairement aux nantis, soit aux reuteniers selon 33 % des sondés et aux hauts salaires pour 39 %. Pour les premiers nommés (les reuteniers), Bruxellois (18 %) et Wallons (16 %) semblent circospectes. Sans doute ce statut s'y impose-t-il mal dans les esprits... Par contre, les mêmes sont convaincus que les bénéfices iront d'abord aux gros salaires : c'est le cas de 48 % des Bruxellois et de 59 % des Wallons.

Sur le plan national, seuls 12 % envisagent un bénéfice pour la classe moyenne, même chose pour les bas salaires. Reste 6 % de l'opinion qui voit dans la réforme fiscale un avenir meilleur pour les allocataires sociaux. ■

L.B.

Tax shift

Pensez-vous que les mesures fiscales (tax shift) du gouvernement Michel...



Selon vous, les mesures fiscales (tax shift) du gouvernement Michel bénéficieront plus...

